

NEUTRALITÉ... OU AUTORITARISME ?!ON NE LÂCHERA RIEN SUR LA LIBERTÉ D'EXPRESSION!

La communication RH du 9 décembre a suscité beaucoup de réactions. Au prétexte de la neutralité des services publics, la direction affirmait que « l'entreprise doit veiller à ce que ses salariés s'abstiennent de manifester leurs opinions philosophiques, politiques ou religieuses » !

La CGT a démontré l'absence de fondement juridique de cette interprétation de la loi du 24 août 2021 (lire ICI).

Pour tenter d'assoir son discours, la direction a invité le philosophe Henri Pena-Ruiz à tenir une conférence sur la neutralité politique, philosophique et religieuse à Window.

Sans surprise, ce dernier a défendu la nécessité pour les services publics d'être totalement neutre vis-à-vis des usagers. Pour exemple, il a expliqué qu'il refusait de répondre à ses étudiants sur ses convictions religieuses ou athéistes.

En revanche, en réponse à des questions sur la neutralité entre collègues, il a indiqué tenir des réunions politiques en salle des professeurs à propos de l'actualité! Il confirme ainsi que la neutralité s'applique au contact des usagers, pas dans les relations entre salariés.

Sachant que M. Pena-Ruiz est considéré comme le théoricien de la laïcité la plus intransigeante, c'est un désaveu sans appel pour la direction.

En réalité, l'instrumentalisation du principe de neutralité n'a qu'un but : museler les agents et renforcer l'autorité de la direction.

L'utilisation des CCI (compétences comportementales) dans les évaluations hiérarchiques, la multiplication des sanctions disciplinaires, les menaces sur les libertés individuelles etc. sont autant de leviers visant à restreindre l'expression des agents pour mieux les contrôler.

Le directoire veut nous imposer sa philosophie, sa vision politique de l'entreprise : « travaille et tais-toi! ».

La meilleure riposte est la solidarité entre agents : faisons bloc face aux attaques, exprimons-nous pour défendre nos droits et nos valeurs.

Nos valeurs sont humanistes, pas liberticides. Ce sont les valeurs du service public!

La Défense, le 7 février 2025







